

CONSTITUTION
— ET —
RÈGLEMENTS
— DE LA —
SOCIÉTÉ
St. Jean Baptiste
DE BIENFAISANCE
DE NEW-YORK.

Fondée le 21 Mai 1850, et Incorporée le 12 Avril 1870.

NEW-YORK:
IMPRIMERIE LÉON BOSSUE DIT LYONNAIS,
Editeur "LA FEUILLE D'ÉRABLE."

1887.



97
10-

STATUTS
DE LA
Société St. Jean Baptiste de Bienfaisance
DE NEW YORK.

CONSTITUTION.

PRÉAMBULE.

Les Canadiens de New York, vivement pénétrés des avantages de l'association, et voulant rouvrir à leurs compatriotes, loin du pays de leur naissance, une seconde patrie et une autre famille, ont fondé une Société de Bienfaisance et de Secours Mutuels, destinée à les réunir sous ses lois fraternelles.

La Constitution et les Règlements, joints à l'Acte d'incorporation de la Société, consacrent, au moyen d'un droit d'entrée et de certaines cotisations, ces principes de philanthropie et de nationalité.

ARTICLE I.

NOM DE LA SOCIÉTÉ.

1. La Société sera connue sous le nom de **SOCIÉTÉ SAINT JEAN BAPTISTE DE BIENFAISANCE DE NEW YORK.**
2. La Société ne pourra changer de nom dans aucune circonstance.

ARTICLE II.

EXISTENCE DE LA SOCIÉTÉ.

1. La société ne pourra se dissoudre, ni disposer définitivement de ses fonds tant qu'il y aura cinq membres qui adhéreront au Préambule et à l'Art. I, de la Constitution.

ARTICLE III.

LANGUE OFFICIELLE.

1. Tous les procès-verbaux, motions, archives, etc., seront faits en français.

ARTICLE IV.

ASSEMBLÉES.

1. Il y aura au moins deux séances régulières par mois.

2. A la réquisition du Comité de Régie, ou sur la demande par écrit signée de cinq membres et motivée, le Président convoquera une assemblée extraordinaire.

ARTICLE V.

QUALIFICATIONS DES MEMBRES.

1. Pour devenir membre, il faudra :

- 1^o Que l'aspirant proposé ait atteint l'âge de seize ans et qu'il ne dépasse pas celui de soixante ;
- 2^o Qu'il soit Canadien-français de naissance ou d'origine ;
- 3^o Qu'il jouisse d'une bonne santé, et qu'il possède l'estime de ses compatriotes ;
- 4^o Qu'il subisse un examen du médecin de la Société, pour lequel il lui paiera un honoraire de cinquante cents.

ARTICLE VI.

ADMISSION DES MEMBRES.

1. Personne ne pourra appartenir à cette Société sans payer un droit d'entrée et une cotisation trimestrielle.

2. Les aspirants seront ballottés avec des boules noires et blanches. Le ballottage sera secret.

ARTICLE VII.

MEMBRES ABSENTS.

Un membre qui s'éloigne, et qui désire continuer de participer à l'Association, devra payer ses cotisations et les autres dûs, s'il veut avoir droit aux secours dont jouissent les membres présents.

ARTICLE VIII.

MEMBRES EN DÉFAUT.

1. Tout membre qui aura compromis l'honneur, la dignité ou les intérêts de l'Association, sera expulsé en conséquence.

ARTICLE IX.

OFFICIERS.

1. Les officiers de la Société seront :

Un Président,
Un Vice Président,
Un Secrétaire Archiviste,
Un Secrétaire Correspondant,
Un Trésorier,
Un Médecin,
Un Commissaire Ordonnateur, et
Cinq Directeurs.

ARTICLE X.

ÉLECTION DES OFFICIERS.

1. Les officiers de la Société seront élus annuellement à la première séance régulière de Décembre.
2. Les officiers élus entreront en fonction à la première séance régulière de Janvier, au temps prescrit par l'Ordre des Affaires.

ARTICLE XI.

QUALIFICATIONS DES OFFICIERS.

1. Pour être élu officier, un candidat devra avoir été membre de cette Société au moins six mois à dater du jour où il a signé la Constitution ; être en règle avec la Société avant son élection, et être présent à la séance.
2. La clause précédente ne se rapportera pas au médecin qui pourra être élu à cette charge même s'il n'est pas membre, mais il devra prendre les moyens de le devenir, s'il est Canadien-Français, et possède toutes les autres qualifications requises par l'Article V, Constitution.
3. La Société pourra élire un médecin d'une nationalité étrangère toutes les fois qu'elle jugera à propos de le faire.

ARTICLE XII.

MODE D'ÉLECTION DES OFFICIERS.

1. L'élection des officiers se fera par bulletins fermés, à la majorité absolue, c'est-à-dire à la *moitié plus une* des voix, ou, dans le cas d'une seule candidature, par acclamation.

ARTICLE XIII.

PRÉSIDENTS HONORAIRES.

1. Tout Président qui aura servi pendant trois

termes consécutifs et qui aura bien mérité de la Société pourra, en sortant d'office, être élu Président Honoraire.

ARTICLE XIV.

COMITÉ DE RÉGIE.

1. Le Président, le Vice Président, le Trésorier, les Secrétaires, et le Commissaire Ordonnateur, formeront, avec les Directeurs, un Comité de Régie chargé de l'administration générale de la Société.

ARTICLE XV.

COMITÉ DE VISITE.

1- Il y aura un Comité de Visite qui se composera du Président, du Vice-Président, du Trésorier, et des cinq Directeurs.

ARTICLE XVI.

COMITÉ D'ENQUÊTE.

1. Toute motion relative à l'admission de nouveaux membres sera soumise à un Comité d'Enquête.

ARTICLE XVII.

SYNDICS.

1. Le Président, le Vice-Président, les deux Secrétaires, et le Trésorier, seront les Syndics de la Société.

ARTICLE XVIII.

FINANCES.

1. Les fonds appartenant à la Société seront déposés par le trésorier dans une caisse d'épargne ou autre institution désignée par la Société, et sous telles garanties qu'elle pourra fixer.

2. Les fonds ne seront prêtés à aucun individu, membre ou non de la Société, ni hasardés dans une

spéculation quelconque—que ce soit bal, banquet, séance littéraire ou toute autre entreprise—sauf le cas prévu par l'Article IV, § 4, Règlements.

3. Aucun officier ou membre de la Société n'aura le droit de contracter aucune dette sans le consentement de la Société ou du Comité de Régie, autorisé par elle à cet effet.

4. La Société pourra envoyer des délégués aux conventions canadiennes, et elle leur votera une somme d'argent pour défrayer leurs dépenses.

ARTICLE XIX.

DROIT AUX SECOURS.

1. Aucun membre n'aura droit aux secours à moins qu'il soit parfaitement en règle avec la Société.

2. Aucun membre ne pourra retirer de secours qu'au bout d'un an à dater du commencement du premier trimestre qu'il aura payé.

ARTICLE XX

FONDS DES VEUVES ET ORPHELINS.

1. La Société pourra former un fonds spécialement affecté au secours des Veuves et Orphelins laissés par les membres décédés.

ARTICLE XXI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. La Société pourra établir toute disposition qui sera jugée en harmonie avec le texte et l'esprit de la Constitution.

2. La Société se réserve le droit de convoquer des réunions spéciales et de nommer elle-même ses comités, toutes les fois qu'elle le jugera à propos.

3. On ne devra introduire dans les débats aucun sujet qui touche à la religion ou à la politique.

ARTICLE XXII.

ASSOCIATIONS SEURS.

1. La Société pourra entretenir des relations avec d'autres Sociétés canadiennes fondées dans le même but.

ARTICLE XXIII.

AMENDEMENTS.

1. Toute motion ayant pour but d'amender aucun des articles de la Constitution devra, avant d'être prise en considération, être lue pendant trois séances consécutives et discutée à la quatrième séance.

2. Toute motion pour reviser dans leur entier les statuts de la Société sera soumise aux formalités prescrites par la section précédente.

3. Aucun amendement de la Constitution ne pourra passer qu'avec la majorité des deux tiers des membres présents.

REGLEMENTS.

ARTICLE I.

ASSEMBLÉES.

1. Les assemblées auront lieu le premier et le troisième MERCREDI de chaque mois, à HUIT heures du soir, à NEW YORK.

2. Le quorum sera de sept membres.

ARTICLE II.

ORDRE DES AFFAIRES.

1. Appel des officiers et des membres.

2. Lecture et approbation des minutes de la séance précédente.

3. Rapports { 1^o des Comités Spéciaux ;
2^o du Comité de Régie ;
3^o du Comité de Visite et du Médecin ;
4^o du Comité d'Enquête.

4. Ballotage des membres.

5. Proposition de nouveaux membres.

6. Liquidation des comptes et montant de la recette.

7. Élection des officiers.

8. Installation des officiers.

9. Remarques dans l'intérêt de la Société et des Canadiens en général.

10. Motions.

11. Revue des minutes de la séance.

12. Ajournement.

ARTICLE III.

QUESTIONS D'ORDRE.

1. A l'heure fixée pour la réunion de cette Association, le Président prendra le fauteuil, demandera le silence et appellera les membres à l'ordre.

2. Pendant la séance, les membres seront assis et découverts; on devra garder le plus grand silence pour ne pas nuire aux délibérations. On s'abstiendra aussi de fumer.

3. Lorsqu'on demandera une division des voix sur une question quelconque, le Président pourra faire voter par assis et levé ou par tout autre moyen reconnu par les usages parlementaires.

4. Les résolutions et amendements seront présentés par écrit.

5. On ne s'écartera pas de l'ordre prescrit par l'Ordre des Affaires, à moins que cette irrégularité ne soit sanctionnée par la majorité des membres présents.

6. Aucun membre n'aura le droit de parler plus de deux fois sur la même question, et pas plus de cinq minutes chaque fois, sans en avoir, au préalable, obtenu la permission du Président.

7. On aura recours à "Cushing's Manual," pour les Questions d'Ordre non prévues par les Règlements.

ARTICLE IV.

PATRONAGE DE LA SOCIÉTÉ.

1. La Société solennisera sa fête patronale tous les ans, par une grand'messe qu'elle fera chanter à l'Eglise Paroissiale St. Jean Baptiste des Canadiens. Elle pourra aussi célébrer sa fête nationale le même jour, s'il est convenient, par un pique-nique, un

banquet, ou aucun autre genre d'amusement qu'elle trouvera le plus profitable.

2. On pourra s'autoriser de la section précédente pour donner le bal annuel.

3. La même autorisation s'étend aux séances littéraires et à toute célébration que la majorité des membres décidera de faire.

4. Quand la Société décidera de célébrer sa fête nationale par un amusement quelconque, on tirera de ses fonds une somme n'excédant pas cent dollars pour subvenir aux dépenses d'organisation de cette fête, et on taxera tous les membres du prix de deux billets d'admission. Cette taxe pourra aussi être imposée à l'occasion du bal annuel, si la majorité des membres présents, après avis donné, en décident ainsi.

5. Tous les profits provenant des célébrations données par la Société, seront versés dans la caisse générale.

ARTICLE V.

ADMISSION DES MEMBRES.

1. Le droit d'entrée sera de QUATRE PIASTRES.

2. Tout aspirant qui aura plus de cinquante ans, sera tenu de payer, en sus de son droit d'entrée, les cotisations annuelles pour chaque année à partir de cinquante ans jusqu'à l'âge qu'il aura atteint lors de son admission.

3. Toute personne qualifiée suivant l'Article V de la constitution sera présentée par un membre, qui fera une motion écrite à cet effet, spécifiant le nom, l'âge, le genre d'occupation et la demeure de la personne qu'il présente.

4. Tout membre, en proposant un aspirant, devra verser DEUX PIASTRES entre les mains du Secrétaire-Archiviste.

5. Toute motion relative à l'admission des sociétaires sera renvoyée à un Comité d'Enquête, composé d'au moins trois membres, qui devra faire son rapport à la séance suivante. Le proposant ne pourra faire partie du Comité d'Enquête.

6. Pour être admis, un aspirant devra recevoir à la votation, quatre vingt pour cent en boules blanches ; il ne pourra, en aucun cas être rejeté avec moins de quatre boules noires.

7. Si un aspirant est rejeté, l'avance exigée sera remise au sociétaire qui l'aura faite.

8. Un aspirant rejeté après un ballottage ne pourra être représenté qu'au bout de six mois.

9. L'aspirant qui n'aura pas acquitté son droit d'entrée, à la sixième séance après son admission, perdra ses avances, et son nom sera rayé des registres.

10. Aucune personne ne sera considérée comme membre tant qu'elle n'aura pas acquitté son droit d'entrée ni signé la Constitution.

11. Avant de signer la Constitution le nouveau membre sera conduit au Président, et répondra aux questions suivantes :

Quel est votre nom ?

Quel est votre âge ?

Quelle est votre occupation ?

Quelle est votre résidence ?

Êtes-vous canadien-français de naissance ou d'origine ?

Existe-t-il en vous quelque maladie héréditaire, chronique ou incurable ?

Promettez-vous d'être fidèle à la Constitution et aux Règlements de la Société ?

ARTICLE VI.

MEMBRES ABSENTS.

1. Un membre qui veut quitter la ville devra en donner avis au Secrétaire-Archiviste.

2. Un membre absent qui tomberait malade, devra en informer le Président ou le Médecin ; et s'il veut avoir droit aux secours, il devra envoyer à la Société un certificat du médecin de l'endroit où il se trouve spécifiant sa maladie. Ce certificat devra être assermenté.

ARTICLE VII.

MEMBRES EN DÉFAUT.

1. Aucun membre ne pourra voter aux élections, à moins qu'il n'ait acquitté le montant entier de ses cotisations, amendes et autres dûs.

2. Tout membre qui cessera de faire partie de l'Association, pour une raison ou une autre, perdra sans retour tout argent antérieurement payé.

3. Un membre qui négligera pendant un an de solder ses cotisations ou autres dûs, sera rayé de la liste des membres, à moins qu'il n'offre des raisons valables pour se justifier de ce retard.

4. Tout sociétaire qui aura été rayé du rôle pour arrérages ne pourra rentrer dans la Société qu'en se faisant proposer comme nouveau membre.

ARTICLE VIII.

MODE D'ÉLECTION DES OFFICIERS.

1. Il y aura un scrutin séparé pour chaque officier, excepté pour les cinq Directeurs qui seront portés sur un seul bulletin, et qui devront, autant que possible, être choisis parmi les personnes qui demeurent en différentes parties de New York et de ses environs.

2. Tout candidat, qui sera porté à aucun des emplois pourvus par l'Article IX de la Constitution, devra être proposé par un autre membre, et son nom sera inscrit sur une liste tenue par le Secrétaire-Archiviste. On ne votera que pour les personnes qui auront reçu cette nomination préalable.

3. Le Président nommera au moins deux scrutateurs qui devront recevoir les bulletins, les dépouiller et les compter en présence de la Société, et transmettre le résultat du vote au Président.

4. S'il y a plus de trois candidats et qu'aucun d'eux ne réunisse la majorité absolue au premier tour de scrutin, on recommencera l'opération en ne conservant sur la liste que les trois candidats les plus hauts ; si l'on ne réussit pas au second ballottage, on procèdera à un troisième et dernier, en ne conservant, cette fois, que les deux plus hauts.

ARTICLE IX.

DEVOIRS DU PRÉSIDENT.

1. Le Président devra présider aux assemblées de la Société et y maintenir le bon ordre et le decorum.

2. Il veillera à ce que les officiers et les membres des comités s'acquittent de leurs devoirs.

3. Il nommera tout officier ou comité à l'élection

desquels la Constitution n'a pas pourvu, sauf le cas prévu par l'Article XXI, § 2, de la Constitution.

4. Il convoquera les assemblées extraordinaires.

5. Il inspectera et proclamera le résultat du ballottage et fera connaître toute autre décision de la Société.

6. Il ne prendra pas de part active aux débats et ne fera ni ne secondera aucune motion, sans quitter son siège.

7. Il ne votera qu'en cas de partage égal des voix.

8. Lorsqu'on en appellera de sa décision, le Président fera résoudre la question par l'assemblée.

9. Il se chargera des funérailles des membres qui n'auront pas autour d'eux de parents ou d'amis capables de s'en occuper ; il pourra, en ce cas, tirer à vue sur le Trésorier jusqu'au montant fixé par l'Article XXV, § 9, des Règlements, et en fera rapport à la séance suivante.

10. Il fera partie du Comité de Visite.

ARTICLE X.

DEVOIRS DU VICE-PRÉSIDENT.

1. En l'absence du Président, le Vice-Président le remplacera et aura les mêmes devoirs et les mêmes droits que le Président lui-même.

2. Il fera partie du Comité de Visite.

ARTICLE XI.

DEVOIRS DU SECRÉTAIRE-ARCHIVISTE.

1. Le Secrétaire-Archiviste tiendra les livres, comptes courants et procès-verbaux de la Société.

2. Il enrégistrera le nom, l'âge, le genre d'occupation et la demeure des membres.

3. Il exigera, avant d'enregistrer le nom d'un aspirant, de la part du membre qui le présente, le versement de DEUX PIASTRES.

4. Il fera l'appel nominal des membres à l'échéance des trimestres, pour les inviter à se mettre en règle avec la Société.

5. Il présentera, à la séance qui précèdera celle où doit se faire l'élection annuelle des officiers, une liste des membres qui ont des arrérages.

6. Il fera l'appel, pendant six séances consécutives, des aspirants élus qui n'auront pas acquitté leur droit d'entrée ni signé la Constitution.

7. Ses livres seront accessibles, durant toutes les séances, aux membres de la Société, mais il ne devra les céder à personne en dehors des séances, que sous un ordre formel du Président, et de la majorité des membres du Comité de Régie.

8. Il recevra en première main les fonds provenant soit de dons faits à la Société, soit de cotisations trimestrielles ou tous autres dûs et profits qui sont du ressort de l'Association, et les remettra au Trésorier, de qui il exigera des reçus.

9. Il devra donner des reçus pour tout paiement qu'il recevra des membres.

10. Il sera tenu de prendre un soin tout particulier des archives et de tous les livres et papiers qui sont de son ressort.

11. Il devra délivrer un exemplaire du règlement, et une carte de réunion à tout nouveau sociétaire.

12. Il remettra à son successeur, en sortant d'office, tous les effets en sa possession qui appartiennent à la Société.

13. Il remplira les fonctions du Secrétaire-Correspondant quand celui-ci sera absent.

14. Il fera parvenir ses livres à la Société, dans les cas où il ne pourra assister aux séances.

15. Il recevra en rémunération de ses services, la somme de douze dollars par année, et sera exempt de cotisations trimestrielles. Art. 23, § 4, Règlements.

ARTICLE XII.

DEVOIRS DU SECRÉTAIRE-CORRESPONDANT.

1. Le Secrétaire-Correspondant sera chargé, sous la direction du Comité de Régie, de toute la correspondance de la Société.

2. Il est chargé d'envoyer tous les avis relatifs aux membres, arrérages, assemblées, etc.

3. Chaque fois qu'un nouveau sociétaire sera admis, le Secrétaire-Correspondant sera tenu de le notifier immédiatement de son admission.

4. Il enverra des avertissements pour la première séance de Janvier, Avril, Juillet et Octobre, ainsi que pour les élections annuelles.

5. Il remplira les fonctions du Secrétaire-Archiviste quand celui-ci sera absent.

6. Il fera parvenir ses livres et papiers à la Société quand il sera empêché d'assister aux séances.

7. Il délivrera à son successeur, en sortant d'office, tous les livres et documents en sa possession, appartenant à la Société.

ARTICLE XIII.

DEVOIRS DU TRÉSORIER.

1. Le Trésorier recevra les fonds versés entre ses mains par le Secrétaire-Archiviste et en donnera un reçu.

2. Il tiendra un compte en forme des fonds qu'il aura reçus et déboursés.

3. Il ne paiera que les comptes ou ordres approuvés par la Société, excepté pourtant ceux qui seront nécessités par des cas pressants de maladie ou pour frais d'enterrement, lesquels comptes ou ordres seront payés sur-le-champ.

4. Il déposera au nom de la Société, sous sa signature et sous celle des Syndics de la Société, dans une caisse d'épargnes désignée par la Société, tous les fonds qu'il en recevra, sauf la somme de CINQUANTE PIASTRES qu'il gardera en sa possession pour faire face aux dépenses éventuelles.

5. Il ne pourra retirer d'argent que sur une autorisation de la Société. Le mandat de paiement devra être contresigné par le Président, le Secrétaire et les autres Syndics, et rendu authentique par l'apposition du sceau de la Société.

6. Il devra présenter à la Société un rapport trimestriel de l'état des finances, à la première séance de Janvier, Avril, Juillet et Octobre.

7. Il sera le trésorier de toutes les célébrations données par la Société.

8. Il fera partie du Comité de Visite.

ARTICLE XIV.

DEVOIRS ET QUALIFICATIONS DU MÉDECIN.

1. Le médecin de la Société, s'il possède toutes les qualifications requises par l'Article V de la Constitution, devra faire partie de l'Association.

2. Il recevra un livre du Secrétaire-Archiviste, dans lequel il tiendra le nom et l'adresse de tous les membres de la Société.

3. Il pourra se démettre de sa charge en aucun temps, mais il devra en notifier la Société trois mois d'avance, à faute de quoi il lui sera retenu trois mois de salaire.

4. Il pourra être démis de ses fonctions, au désir de la Société, sous trois mois d'avis, sans quoi il pourra réclamer son salaire pour le même temps.

5. Il examinera fidèlement l'état de santé de tous les aspirants qui se présenteront à son office, et en fera un rapport par écrit à la séance suivante. Il recevra du candidat pour cet examen un honoraire n'excédant pas cinquante cents.

6. Il devra, aussitôt qu'il en aura reçu notice, visiter les membres malades. S'il retardait plus de six heures à faire cette visite, le sociétaire malade pourra recourir à un autre médecin, à un tarif n'excédant pas deux piastres par visite; il présentera une facture pour cela à la Société, qui la lui paiera, si trouvée légitime, et elle en portera le montant à l'acompte du médecin.

7. Il visitera les membres malades, d'abord aussitôt qu'il en aura été notifié, et subséquentement une fois par semaine durant leur maladie; il prescrira pour eux, et leur rendra toute autre assistance que lui permettra sa profession; il fera un rapport par écrit constatant la nature de la maladie du sociétaire, en spécifiant la date de la première et chaque autre visite qu'il lui aura faite. Quand il jugera le membre suffisamment rétabli pour vaquer à ses affaires, il l'en avertira, et ses droits aux secours finiront de cette date.

8. Si le médecin découvrait un sociétaire frappé

d'une maladie contagieuse, il en avertira la Société afin que les autres membres soient prévenus du danger de le visiter.

9. Quand il aura à s'absenter de la ville, il devra en avvertir la Société, et il appointera un autre médecin pour le remplacer durant cette absence.

10. Il recevra pour ses services la somme de cinquante piastres (\$50) par année, payable trimestriellement; il lui sera alloué de plus ses dépenses légitimes de voyages, quand il aura à visiter les malades en dehors de New York.

ARTICLE XV.

DEVOIRS DU COMMISSAIRE-ORDONNATEUR.

1. Le Commissaire-Ordonnateur sera chargé de tout ce qui aura rapport aux lieux de réunion et autres détails de ce genre.

2. Il sera le dépositaire de la boîte électorale, des bannières et autres effets dont la Société lui confiera le soin, et en tiendra une liste qu'il transmettra au Comité de Régie.

3. Il veillera sous la direction du Président, à ce que le bon ordre soit maintenu dans toutes les occasions.

ARTICLE XVI.

DEVOIRS DES CINQ DIRECTEURS.

1. Il sera du devoir des cinq Directeurs de recevoir toute charge ou accusation portée contre aucun des membres ou officiers de la Société, de s'enquérir aussi complètement que possible sur le mérite de ces charges ou accusations, et d'en faire rapport à la Société.

2. Ils devront concourir, avec le Commissaire-Ordonnateur, au bon ordre et à l'exécution fidèle des volontés de la Société.

3. Ils devront aider aux Secrétaires à distribuer les circulaires et avis, et rendre tels autres services que la Société pourra leur imposer.

4. Ils feront partie du Comité de Visite.

ARTICLE XVII.

DEVOIRS DU COMITÉ DE RÉGIE.

1. Le Comité de Régie devra faire connaître les Canadiens qui viennent s'établir parmi nous et les aidera, autant qu'il est en lui, à se créer une existence honorable.

2. En sortant de charge, il présentera un rapport sur l'état dans lequel il laisse les affaires de la Société.

ARTICLE XVIII.

DEVOIRS DU COMITÉ DE VISITE.

1. Le Comité de Visite devra visiter les membres malades, examiner s'ils ont droit aux secours, et en fera rapport à la Société à la séance suivante; dans les cas urgents de maladie, il devra procurer toute l'assistance que la position des membres pourra exiger.

ARTICLE XIX.

DEVOIRS DU COMITÉ D'ENQUÊTE.

1. Le Comité d'Enquête ne se composera pas de moins de trois sociétaires.

2. Le Comité d'Enquête devra prendre toutes les informations nécessaires pour s'assurer si l'aspirant

proposé possède les qualifications voulues par l'Article V de la Constitution, et en fera rapport à la séance suivante.

ARTICLE XX.

DEVOIRS DES SYNDICS.

1. Les Syndics devront exiger caution ou garantie du Trésorier, suivant le montant fixé par la Société.
2. Ils seront responsables des propriétés de la Société.

ARTICLE XXI.

ABSENCE DES OFFICIERS.

1. En l'absence du Président et du Vice-Président, la Société nommera un Président provisoire.
2. En l'absence des deux Secrétaires, la Société nommera un Secrétaire provisoire.

ARTICLE XXII.

OFFICIERS EN DÉFAUT.

1. Si un officier s'absente durant quatre séances consécutives, sa place sera déclarée vacante, à moins que la Société n'en décide autrement.
2. En cas de résignation, ou pour toute autre cause que ce soit qui rendrait vacant le siège d'un officier, on procédera à son remplacement dans la première séance qui suivra telle démission.

ARTICLE XXIII.

COTISATIONS.

1. La cotisation annuelle sera de six piastres.
2. Pour mettre plus de régularité dans la perception des fonds, les rentrées se feront par trimestres, qui sont fixés à la première séance du mois de Janvier, Avril, Juillet et Octobre.

3. Le Secrétaire-Archiviste, le Secrétaire-Correspondant, et le Trésorier seront exempts de cette cotisation.

4. A l'échéance de chaque trimestre, tout membre aura trois séances de délai pour payer sa cotisation, y compris la séance du trimestre; à défaut de paiement au bout de ce temps-là, tel membre perdra ses droits aux secours pour trois mois à date du jour où il aura payé ses arrérages, et ne sera pas considéré comme étant en règle avec la Société.

ARTICLE XXIV.

AMENDES.

1. Un membre faisant partie d'un comité, qui manquera à son devoir, sera passible d'une amende de vingt-cinq cents.

2. Un membre qui changera de demeure, et qui négligera d'en informer le Secrétaire-Archiviste durant trois séances consécutives, sera sujet à une amende de vingt-cinq cents.

3. Tout membre absent à l'élection des officiers sera passible d'une amende de cinquante cents.

4. Un membre qui n'assistera pas aux funérailles d'un sociétaire décédé, après avoir été notifié, sera sujet à une amende d'une piastre.

5. Les sections précédentes n'auront pas d'effet par rapport aux membres malades, en voyage, ou qui offriront des raisons légitimes à la Société.

6. Toutes les amendes seront acquittées avant et sans préjudice des cotisations.

ARTICLE XXV.

SECOURS.

1. Un sociétaire malade recevra un secours de cinq piastres par semaine, pourvu qu'il soit en règle avec la Société. Art. 19. § 1, Constitution.

2. La somme stipulée dans la section précédente sera payée à un sociétaire malade pendant un terme de treize semaines seulement, après quoi le montant sera réduit de moitié, c'est-à-dire, à deux piastres et demie par semaine, et aussi pour un terme encore limité à treize semaines. Si après ce temps-là le sociétaire n'est pas encore rétabli, ses secours cesseront absolument pour le reste de l'année, mais il ne sera tenu de payer aucune cotisation. Ses secours recommenceront cependant chaque année, et sous la même opération, si sa maladie dure à l'infini.

3. Un membre malade ne pourra recevoir de secours pour moins d'une semaine suivie et en plein de maladie, mais il pourra réclamer pour chaque jour de maladie au delà d'une semaine complète, à un tarif proportionnel.

4. Un sociétaire malade, s'il veut retirer des secours, devra en informer le Président et le Médecin de la Société, et ses droits aux secours dateront du jour qu'il aura donné cet avis. Si le sociétaire réside en dehors de la ville, il devra faire parvenir au Président un certificat (Art. 6, § 2, Règlements) dûment assermenté d'un médecin du lieu où il réside, spécifiant la nature de sa maladie, la date qu'il est tombé malade, et celle à laquelle il est déclaré rétabli. Brooklyn, Green Point, Astoria et Jersey

City ne seront pas reconnus comme en dehors de la ville.

5. Un sociétaire perdra ses droits aux secours s'il est trouvé que pendant sa maladie il a vaqué à ses affaires ou a agi d'une manière à retarder son rétablissement ; que sa maladie provient d'intempérance ou de mauvaise conduite ; ou qu'il souffre de quelque désordre organique, ou maladie chronique ou héréditaire, qu'il aurait caché à la Société lors de son admission.

6. Un sociétaire qui réclamerait des secours auxquels il n'aurait pas un droit légitime, pourra pour cela être mis à l'amende ou suspendu, et même expulsé suivant le désir de la Société tel qu'exprimé par un vote de deux tiers des membres présents, après que notice à cet effet aura été donnée. Un membre trouvé en délit une seconde fois sera expulsé péremptoirement. Les bénéfices de l'accusé seront retenus pendant l'enquête.

7. Un sociétaire malade depuis quelque temps, qui n'aura pas fait connaître sa situation à la Société, ne pourra réclamer de secours que pour la semaine qui précèdera celle où il a fait application.

8. Tout sociétaire malade qui négligera, pendant les deux séances qui suivront son rétablissement, de réclamer des secours, perdra le droit de les recevoir, à moins, toutefois, qu'il ne puisse satisfaire la Société qu'il en a été empêché par des circonstances majeures.

9. Au décès d'un membre, la Société allouera une somme de SOIXANTE-QUINZE PIASTRES, pour ses funérailles. Un surcroît de vingt-cinq piastres sera

payé pour chaque cinq cents piastres au-dessus de mille piastres dans les fonds de la Société ; pourvu toujours que le membre ait été en règle avec la Société lors de son décès.

ARTICLE XXVI.

AMENDEMENTS.

1. Toute motion pour amender les Règlements devra, avant d'être prise en considération, être lue durant deux séances consécutives, et être discutée à la troisième.

2. Tout amendement des Règlements ne pourra passer qu'avec la majorité des deux tiers des membres présents.

3. Toute motion pour rescinder ou amender aucune partie des procès verbaux, ou pour reconsidérer un vote antérieur, devra être présentée, par avis, à une séance régulière, et sera renvoyée à la séance suivante pour discussion. Notice à cet effet sera envoyée à tous les membres.

[Ces statuts entreront en vigueur à la première séance de Juin 1887.]

ACTE D'INCORPORATION.

[Ce qui suit est une traduction aussi littérale que possible du texte anglais de l'Acte d'Incorporation passé par la législature de l'État de New York.]

CHAPITRE 193.

Acte pour incorporer "La Société Saint Jean-Baptiste de Bienfaisance de New York."

Passé le 12 avril 1870.

Le Peuple de l'État de New York, représenté au Sénat et à l'Assemblée, décrète ce qui suit :

SECTION 1. L'association volontaire, existant maintenant et connue sous le nom de "La Société Saint Jean-Baptiste de Bienfaisance de New-York," est par les présentes créée un corps politique et incorporée par et sous le nom de "La Société Saint Jean-Baptiste de Bienfaisance de New-York," est autorisée et a plein pouvoir de prendre, acquérir, posséder, vendre, transférer et transporter toutes propriétés, meubles et immeubles, pour l'usage et profit de la dite Association, pour les objets pour lesquels elle a été créée ; mais telles propriétés, meubles et immeubles, ne devront en aucun temps excéder en montant la somme de dix mille dollars.

SECTION 2. Le titre à toutes propriétés maintenant en possession de la dite Association, n'excédant pas en valeur la somme spécifiée dans la section précédente, est par les présentes déclaré transmis en la possession de la Corporation créée par les présentes aussi amplement et complètement que si la dite Association eût possédé le pouvoir légal de prendre et posséder les dites propriétés meubles comme un corps incorporé au temps qu'elles ont été acquises par la dite Association.

SECTION 3. La Corporation aura le pouvoir, de temps en temps, de faire et établir tels règlements que les membres d'icelle jugeront à propos pour l'accomplissement de ses objets de bienfaisance; pour l'élection de ses officiers; pour prescrire les différentes fonctions des dits officiers et le mode de leur exécution; pour l'admission des membres; pour l'imposition et la collection des droits d'admission, cotisations, amendes et contributions de ses membres; pour régler le temps et place des assemblées; pour suspendre et expulser tels membres qui refuseront ou négligeront de se conformer aux dits règlements; et, généralement, pour la transaction et conduite des affaires de la dite Corporation.

SECTION 4. Les officiers de la Corporation se composeront d'un Président, Vice-Président, Secrétaire-Archiviste, Secrétaire-Correspondant, Trésorier, et de tous autres officiers que la dite Corporation ou les membres d'icelle pourront, par les règlements de la dite Corporation, prescrire ou déterminer. Le Président, Vice-Président, les deux Secrétaires et le Trésorier pour le temps d'alors, seront les Syndics de la

dite Corporation et devront continuer en office pour une année à partir du temps de leur élection, et jusqu'à ce que d'autres aient été choisis à leur place.

SECTION 5. Les Syndics de la dite Corporation devront demander et prendre sécurité du Trésorier de temps en temps, pour l'exécution fidèle des devoirs qui lui sont imposés, et tout contrat ou obligation à cet effet seront valables en loi.

SECTION 6. En cas de mort, résignation, négligence ou refus d'agir d'aucun des officiers, les membres de la dite Corporation pourront, dans aucune assemblée régulière, élire par ballot aucun autre officier ou officiers à leur place qui posséderont l'office jusqu'à l'assemblée prescrite par les règlements pour l'élection des officiers qui suivra telle élection et jusqu'à ce que d'autres soient élus à leur place.

SECTION 7. La Corporation créée par les présentes possèdera tous les pouvoirs et sera sujette à toutes les restrictions et responsabilités prescrites dans le troisième titre du dix-huitième chapitre de la première partie des Statuts Révisés et ne pourra être dissoute à cause de la perte de ses officiers ou membres, ou à cause de l'omission d'aucune des provisions ci-dessus mentionnées ou non-usage des présentes, tant qu'il y aura cinq membres actifs de la dite Corporation.

SECTION 8. Cet acte prendra effet immédiatement.

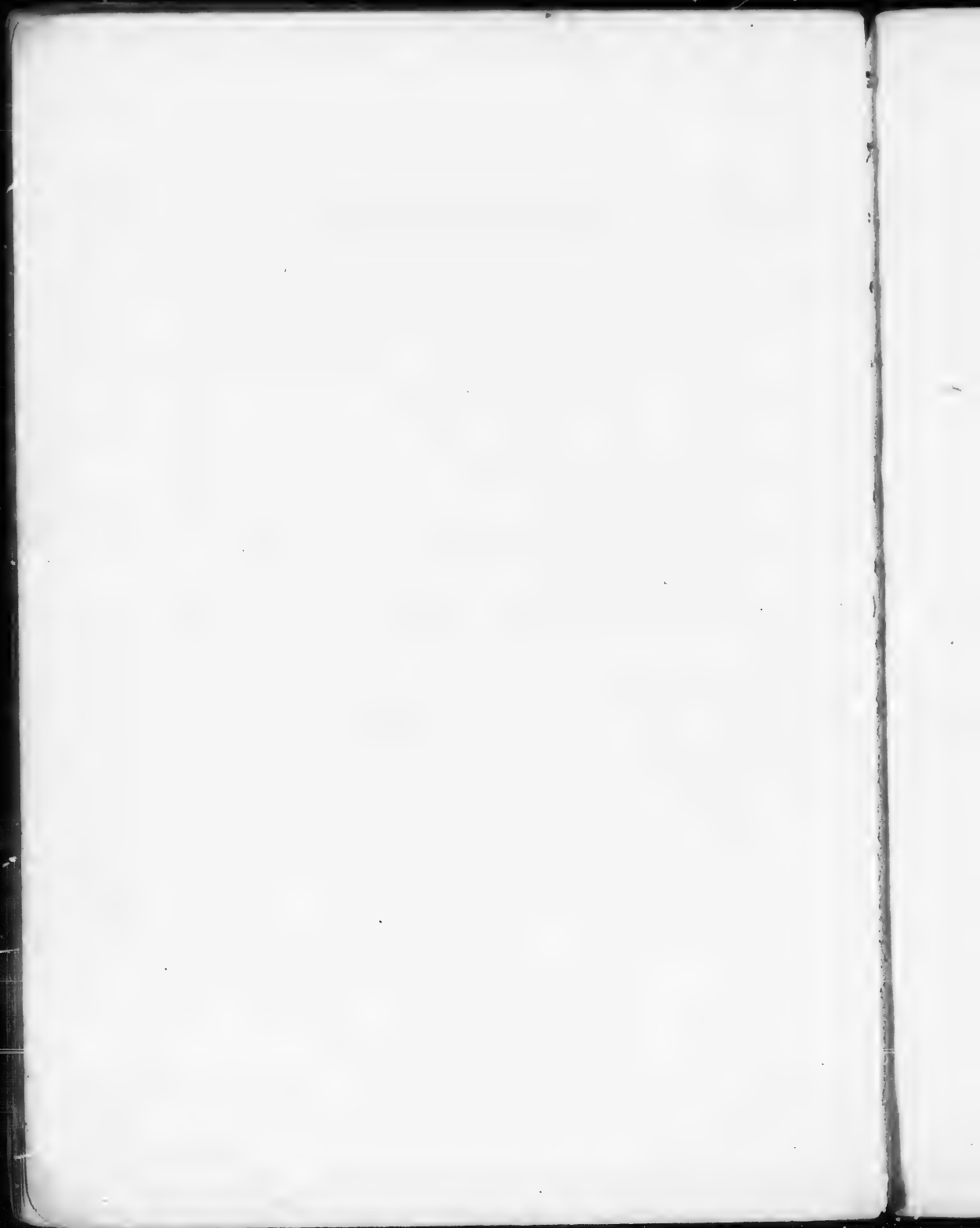


TABLE DES MATIÈRES.

	PAGES
Absence des Officiers (Règlements).....	21
Acte d'Incorporation.....	27
Admission des Membres (Constitution).....	3
Admission des Membres (Règlements).....	10
Amendements (Constitution).....	7
Amendements (Règlements).....	25
Amendes (Règlements).....	22
Assemblées (Constitution)	2
Assemblées (Règlements)	8
Associations Sœurs (Constitution).....	7
Comité d'Enquête (Constitution).....	5
Comité de Régie (Constitution).....	5
Comité de Visite (Constitution).....	5
Cotisations (Règlements).....	21
Devoirs des Cinq Directeurs (Règlements).....	19
Devoirs des Syndics (Règlements).....	21
Devoirs du Comité d'Enquête (Règlements).....	20
Devoirs du Comité de Régie (Règlements).....	20
Devoirs du Comité de Visite (Règlements).....	20
Devoirs du Commissaire-Ordonnateur (Règl.)....	19
Devoirs du Médecin (Règlements).....	17
Devoirs du Président (Règlements).....	13
Devoirs du Secrétaire-Archiviste (Règlements) ..	14
Devoirs du Secrétaire-Correspondant (Règl.)....	16
Devoirs du Trésorier (Règlements).....	16
Devoirs du Vice-Président (Règlements).....	14
Dispositions Générales (Constitution).....	6
Droits aux Secours (Constitution).....	6

	PAGES
Élection des Officiers (Constitution).....	4
Existence de la Société (Constitution).....	2
Finances (Constitution).....	5
Fonds des Veuves et Orphelins (Constitution)...	6
Langue Officielle (Constitution).....	2
Membres Absents (Constitution).....	3
Membres Absents (Règlements).....	12
Membres en Défaut (Constitution).....	3
Membres en Défaut (Règlements).....	12
Mode d'Élection des Officiers (Constitution).....	4
Mode d'Élection des Officiers (Règlements).....	13
Nom de la Société (Constitution).....	1
Officiers (Constitution).....	3
Officiers en Défaut (Règlements).....	21
Ordre des Affaires (Règlements).....	8
Patronage de la Société (Règlements).....	9
Préambule	1
Présidents Honoraires (Constitution).....	4
Qualification des Membres (Constitution).....	2
Qualification des Officiers (Constitution).....	4
Question d'Ordre (Règlements).....	9
Secours (Règlements).....	23
Syndics (Constitution).....	5

GES

4
2
5
6
2
3
12
3
12
4
13
1
3
21
8
9
1
4
2
4
9
23
5

280

286

213

